

Enbat

et les Wikileaks
et les Basques

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
16 décembre 2010
n° 2157
1,30 €

LGV

le refus s'enracine

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Un contre-pouvoir

R IEN ne parvient à essouffler la mobilisation anti-LGV. En réussissant à mettre dans les rues de Bayonne, samedi 11 novembre, autant de monde qu'à la dernière manifestation d'Hendaye, saluée comme de grande ampleur, le front de résistance prend avec le temps la forme d'un véritable contre-pouvoir. Sa crédibilité augmente chaque jour dans l'esprit des habitants de ce pays souvent habitué à constater l'érosion des mouvements protestataires dès que se met en route le rouleau compresseur des pouvoirs publics. Le divorce largement constaté dans la vie publique entre classe politique et citoyens fait place ici, bien au contraire, à une fusion militante. Les maires protestataires ont été particulièrement applaudis sur leur passage lors de la manif de samedi. La société civile, le monde associatif et environnemental sous l'impulsion déterminée et compétente du CADE, rejoignent dans un même mouvement la totalité des élus des trois intercommunalités basques traversées par la future LGV. Leurs rôles respectifs sont complémentaires et efficaces. Grâce à cela les procédures de maîtrise des espaces nécessaires à la création de cette ligne ferroviaire, comme les habiletés de communication tendant à faire croire à une adhésion majoritaire de la population, sont autant de gesticulations sans prise sur l'opinion. Aux affichages trompeurs des sondages d'opinion avancés par RFF, les associations répondent par une preuve indiscutable, celle des référendums organisés à l'ombre des mairies. Cette bataille de l'opinion est, à ce jour, largement gagnée par les citoyens sur les pouvoirs publics. D'autant qu'elle s'enrichit de plusieurs manifestations de masse d'un niveau de participation rarement atteint. Samedi dernier, la participation, à l'appel d'ELB, de 130 tracteurs ouvrant le défilé est venue opportunément rappeler que c'est aussi la terre agricole et les exploitations paysannes qui étaient condamnées à mort par la LGV sur le Labourd côtier.

Cette bataille de l'opinion se double d'une bataille juridique. Mais la spécificité de celle-ci, contrairement aux précédents autoroutiers, est d'être prise en main par les élus unis pour ne pas abandonner chaque entreprise, propriétaire ou locataire de logement touché, mener seul sa propre défense. On a déjà noté les obstacles dressés par les municipalités pour contrarier les analyses préalables des sols. Les élus montent d'un degré en attaquant l'arrêté préfectoral du 26 octobre, stérilisant les 40.000 hectares d'un faisceau de 1.000 mètres pour le tracé de la nouvelle ligne ferroviaire. Le cabinet de Corinne Lepage, spécialisé dans les conflits environnementaux, a été choisi pour mener juridiquement cette procédure et Alain Iriart, conseiller général et maire de St Pierre d'Irube, désigné pour être l'interlocuteur unique. La confiance de ses pairs ne s'est pas manifestée par hasard envers Alain Iriart. Ils savent que dans l'affrontement avec la société de l'autoroute A63 pour l'élargissement à 2/3 voies, contrairement aux protestations de circonstance des autres collectivités territoriales, le maire de St Pierre d'Irube obtenait seul une modification majeure du projet autoroutier dans la traversée de sa commune. D'une tranchée ouverte coupant en deux sa cité, Alain Iriart a obtenu, malgré un surcoût à la charge des ASF, une tranchée couverte assurant la continuité territoriale communale. Dans cette logique d'exigence des équipements publics, il a refusé par la suite de participer à l'inauguration d'un nouveau pont autoroutier qui ne répond pas à un parfait fonctionnement hydraulique. Lorsque l'on sait par ailleurs qu'il est l' élu qui a reçu délégation de l'ensemble des communes du Pays Basque pour le traitement des déchets, on mesure le rôle pouvant être assuré en Iparalde par un élu abertzale.

La part prise par les abertzale dans la campagne anti-LGV est un atout supplémentaire dans la préparation des élections cantonales de mars prochain.

Hobekuntzaren izenean

A XOLAGABEKO diren gertakari batzuek merezi dute noiztenka arreta gehiago. Gogoeta hori sortu zaigu Frantziako Miss delakoen inguruan izan den gerla mediatikoari, ustekabeko, behako bat bota eta... Alde batetik De Fontenay anderea, 78 urte, Miss France lehiaketaren sortzailea eta bestetik, Endemol sozietatea, telebista programen munduko "leadera"... Endemolek ditu sortu programa famatu batzuk: *Star Academy*, *Secret Story*, *la Ferme Célébrités*, *l'Ile de la Tentation*, eta beste... hein bereko astakeri batzuk. Goi mailako programak, ikusten ahal den bezala. Baina ez da hor gaurko arazoa. Abiapuntuan, diru arazoak ezagutzen dituen enpresa batek saltzen ditu bere parteak beste enpresa bati. Egun guzietako gertakari bat, gaurko egoera ekonomikoan. De Fontenay anderearen helburretan, bere enpresa salbatzea, indartzea eta kolpe berean diru pixka bat irabaztea. Diru pixka bat entzutean, zenbait euro milioi ulertu behar da. Baina ez da hor ere gaurko arazoa. Erosi eta, erosleak, bereziki telebista mundu horretan, ez du beste helbururik: bere fresetan sartzea. Bere ontasan berriak dirua sortu behar du. Modu batez edo beste batez. Saltzaileak ez ditu asumitzen aldaketa eta norabide berriak eta kalapitak heldu dira laster. Saltzailea baztertua da edo baztertzen da... Eta holako kasuetan entzuten den gauza entzun dugu hor ere: hobekuntza da. Ezin da gaur egun enpresa bat kudeatu duela berrogei urte egiten zen bezala. Bere garaiarekin bizi behar da... Amore emaiteko ordez, De Fontenay

andereak sortu du beste lehiaketa bat, Miss nazionala. 78 urteko emazte batek erabaki du enpresa mundiala baten kontra jokatzea. David Goliaten kontra. Eta lortu du bere parioa. Hor dugu gauza interesgarriena. Ikaragarriko sostengua lortu du De Fontenay andereak bereziki internet sarean. Hobekuntza estakuruak ezin ditu denak onarrarazi. Miss-en munduan ere. Nola ez egin paralelo bat joan den larunbateko manifestarekin. Hobekuntzaren izenean nahi lukete abiadura handiko tren bide berri bat pasarazi Euskal Herri barnetik. Lau minutu irabazteko Bordele eta mugaren artean. Lau minutu horiek dira saldu nahi diguten hobekuntza. Bost milioi euroko gastua lau minutu irabazteko. Hori da hobekuntzaren kostua. Ehun bat hautetsi eta hamabost mila manifestalari bildu dira Baionako karraketan. Hor ere nola ez salatu batzuek ukan dituzten norbereko jarrerak. Baiona erdiko zenbait saltegien interes pertsonalak sustengatuz. Nola jokatuko dute, saltegi horiek, nahiko dutelarik IKEA megazentroaren ondorio ekonomikoak salatu? Bakarrik hunkiak izanen diren saltegien laguntza nahiko dute? Naski bai... Hautetsiak ez dira suprefeturan errezibituak izan. RFFeko buruzagiak erran du Baionako manifik ez zuela deusik aldaketuko. Hori dute gure buruetan sartu nahi: eginen da! Erabakia hartua dute: eginen da! Hemen ere borroka badu David Goliaten kontrako itsura bat. Baina hemen ez gira neska polit batzuen neurrietaz mintzo, baina herri baten geroaz... Baina logikak berdintsuak dira.



CETTE SEMAINE

TARTARO
 S'EST ÉTONNÉ

Le campement d'Agdim Izik

● David Lannes

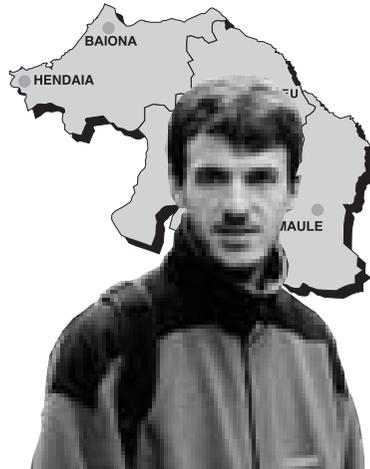
A PRÈS 16 ans de guerre et 19 ans de cessez-le-feu plus ou moins tendu, le conflit du Sahara Occidental avait un peu sombré dans un oubli qui pour être parfois teinté de mauvaise conscience n'en semblait pas moins tristement durable. Le violent démantèlement du campement de protestation d'Agdim Izik et les émeutes qui s'en suivirent à Laâyoune, la capitale occupée du Sahara Occidental, ont pourtant eu raison de l'indifférence médiatique. La tension n'est toujours pas retombée, loin s'en faut, et l'évolution de la situation aura certainement des conséquences majeures pour l'issue de la dernière lutte de décolonisation du continent africain.

Accord de 1991 sous médiation de l'ONU

C'est il y a exactement 35 ans que le Maroc s'est emparé du Sahara Occidental à la suite du départ de l'Espagne, ancienne puissance tutélaire. Après 16 ans de guerre contre les indépendantistes du Front Polisario qui bénéficiaient du soutien de l'Algérie, un accord de cessez-le-feu fut signé en 1991 sous la médiation de l'ONU. Cet accord, qui reste à ce jour le seul texte signé communément par les deux parties, prévoyait l'organisation d'un référendum dans les 6 mois. Dix-neuf ans plus tard, malgré les nombreuses résolutions de l'ONU condamnant le Maroc (plus d'une centaine), ce référendum n'a toujours pas eu lieu.

C'est la composition du corps électoral qui constituait la principale pierre d'achoppement en raison du statut à accorder aux nombreux colons marocains. Leur nombre dépasse en effet le double de celui de la population indigène dans la plupart des villes (et il est même près de 5 fois supérieur à Laâyoune). Les échecs répétés des négociations qui se poursuivent depuis 19 ans ont permis au Maroc de poursuivre cette «marocanisation» du Sahara en multipliant les mesures incitatives (emploi, logement) en faveur des colons. De fait, la population indigène ne tire quasiment aucun profit des richesses halieutiques et minières du Sahara Occidental. De l'aveu même de l'envoyé spécial de l'ONU, Christopher Ross, le statu quo est devenu «insoutenable». Rien d'étonnant donc à ce qu'un mouvement de protestation d'une nature nouvelle ait vu le jour pour s'opposer au pillage des ressources et à la politique discriminatoire du Maroc...

Début octobre, des milliers de Sahraouis ont monté un campement géant à Agdim Izik, à une dizaine de kilomètres de Laâyoune. Les autorités marocaines ont été complètement dépassées par cette initiative et très rapidement, ce sont près de 15.000 personnes qui se sont retrouvées à camper un plein désert pour soutenir les revendications sociales des initiateurs du mouvement. Il est à ce sujet intéressant de remarquer que la question nationale ne faisait pas partie des revendications initiales des protestataires: «nous n'accepterons aucune récupération politique de ce mouvement éminemment social», déclarait l'un des responsables du camp à la revue marocaine Tel Quel, «nous avons interdit aux habitants du camp d'y



faire entrer des drapeaux marocains ou des emblèmes du Polisario. Ceux qui tenteront de scander des slogans indépendantistes seront immédiatement exclus».

Nouveau round de négociations à New-York

Cette retenue des protestataires n'a de toute évidence guère eu d'effet sur l'attitude du Maroc. A l'occasion du discours marquant le 35^{ème} anniversaire de la «marche verte» (ou, en termes moins euphémisés, l'annexion du Sahara Occidental par Hassan II le 6 novembre 1975), le roi Mohamed VI n'a eu aucun mot au sujet du camp d'Agdim Izik et des revendications de ses occupants. En réaction à ce royal camouflet, les protestataires se rallièrent ouvertement au camp indépendantiste en revendiquant «le droit inaliénable à la liberté et à l'autodétermination». Sans grande originalité, le Maroc répondit à cette radicalisation en envoyant l'armée démanteler le camp d'Agdim Izik.

Les images de l'assaut de l'armée sur les campeurs et des émeutes insurrectionnelles qui ont par la suite enflammé Laâyoune ont fait le tour du monde. Les versions des deux parties sur le déroulement des opérations s'opposent radicalement, mais il semble indéniable que les forces armées marocaines aient commis de nombreuses exactions à l'abri des regards gênants de la presse qui a été interdite d'accès: Human Right Watch rapporte ainsi que les forces de sécurité ont «participé à des actions punitives contre des civils et des habitations et empêché des Sahraouis blessés d'aller chercher des secours». L'ONG dénonce également la torture pratiquée sur les détenus, même si les autorités marocaines se veulent rassurantes en affirmant «qu'aucun innocent n'a été torturé»...

Aujourd'hui, les tambours de guerre résonnent toujours des deux côtés. Le ministre marocain des Affaires étrangères estime en effet être «dans un état de guerre au sens large. Nous avons des ennemis qui attaquent les intérêts suprêmes du pays». Et le Front Polisario n'est pas en reste qui assure que «c'est la population elle-même qui va obliger le Polisario à prendre les armes, bien que nous n'en ayons pas envie». C'est dans ce contexte que doit se tenir un nouveau round de négociations prévu de longue date entre le Maroc et le Polisario sous l'égide des Nations Unies à New York. Bon courage!

●●● pas tant que ça que le sémillant ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, alors que toute l'Île de France est bloquée par 10cm de neige, déclare sereinement «il n'y a pas de pagaille». C'est vraiment le clone de son cher président Nicolas qui prétend que désormais lorsqu'il y a une grève, on ne s'en rend pas compte...

●●● que le même inénarrable Hortefeux s'élève contre une décision de justice condamnant des policiers pour fausses déclarations. Rififi en famille lorsque le Garde des Sceaux et le Premier ministre le rappellent à l'ordre. L'albinos de l'Intérieur serait-il le mouton noir du gouvernement?

●●● des charitables relations démocrate-chrétiennes étalées dans la presse locale entre Borotra le sénateur et Lasserre qui voudrait l'être. L'ambition n'a d'égale que le ressentiment.

●●● de la nervosité des pandores venus vendredi dernier protéger l'arrivée de la ministre des Affaires étrangères au conseil municipal de St-Jean-de-Luz, exercée sur les cranes de quelques militants en soutien d'Aurore Martin. Avec l'arrivée des grands froids s'ouvre la saison des chataignes.

●●● de l'immense mansuétude des Italiens pour les frasques de Berlusconi qui, une fois encore, sauve son trône à deux voix de majorité. Avec ou sans son allié Fini, le cavaliere ne l'est jamais car il est éternel comme Rome.

●●● que le tout petit émirat du Qatar, de 1,7 millions d'habitants, accueille en 2022 le mondial de foot alors qu'on refuse à un Pays Basque de 3 millions d'habitants d'avoir son équipe nationale. Le pottok n'avait qu'à avoir deux bosses comme le chameau!



WikiLeaks, le grand débalai

Enorme coup de tonnerre dans les relations diplomatiques des Etats Unis. Fin novembre, Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, est arrêté à l'ambassade américaine au Département d'Etat. Cinq des plus prestigieux quotidiens du monde occidental, dont Le Monde, publient des acteurs médiatiques pouvant être mis en danger par cet immense striptease.

De ce torrent de documents, Enbata a sélectionné quelques uns mettant en scène les rapports de vassalité ambiguë à l'égard de la France en Pays Basque. On imagine, par ailleurs, l'ampleur de la réplique du pouvoir américain sur le "héros" du scandale WikiLeaks. Julian Assange s'est volontairement livré le 7 décembre à la police britannique alors qu'un mandat d'arrêt était lancé par les Etats-Unis à son encontre. Il est actuellement emprisonné et le tribunal de Westminster a refusé la liberté conditionnelle avec versement d'une caution.

Contre-terrorisme: l'étroite coopération franco-américaine

Des juges français très loquaces, un cadre législatif jugé favorable, des critiques: les notes des diplomates américains fourmillent de détails.

La guerre en Irak a provoqué un fort refroidissement des relations diplomatiques entre la France, qui y était opposée, et les Etats-Unis. Mais on sait moins que, pendant ce temps, la coopération policière et judiciaire n'a fait que se renforcer. Une coopération "mature et étendue (...) largement hermétique aux bisbilles politiques et diplomatiques quotidiennes qui peuvent faire de la France un allié souvent difficile", souligne un télégramme envoyé de Paris le 7 avril 2005, obtenu par WikiLeaks et étudié par *Le Monde*. Les Américains ont trouvé en France des experts très au fait de la mena-

une délégation parlementaire pour le contrôle des services.

Pour l'ambassade américaine (dans une note du 17 mars 2005), "la communauté antiterroriste du gouvernement français est hautement professionnelle, mais insulaire et centralisée à Paris". Quant aux magistrats spécialisés, ils "opèrent dans un autre monde que celui du reste de la justice". Dans ce même télégramme, l'ambassade américaine rapporte un long entretien avec Jérôme Léonnet, conseiller police du ministre de l'Intérieur Dominique de Villepin. Il évoque notamment la spécificité de la législation de la France en matière de terrorisme. Cel-

l'ambassade américaine à Paris. "Ricard dit que les preuves [contre lui et ses complices] ne seraient pas suffisantes normalement pour les condamner, mais il estime que ses services ont réussi grâce à leur réputation".

Des juges à l'ambassade

Le 24 janvier 2005, Jean-Louis Bruguière déjeune à l'ambassade américaine. Le magistrat révèle que plusieurs suspects ont été arrêtés ce matin-là dans le cadre d'une enquête sur une filière d'envoi de candidats au djihad en Irak. M. Bruguière "a évoqué un certain nombre d'enquêtes en cours qu'il conduit", rapporte l'ambassade trois jours plus tard. Ce genre de confiance, au mépris du secret de l'instruction, n'est pas rare.

L'ancienne figure de proue de la galerie Saint-Eloi, où sont regroupés les juges antiterroristes au tribunal de grande instance de Paris, est à l'époque un visiteur régulier de l'ambassade, au même titre que son collègue Jean-François Ricard. Ce dernier s'y rend par exemple le 9 mai 2005 pour détailler un deuxième réseau d'acheminement de djihadistes vers l'Irak. C'est l'un des dossiers les plus suivis par les diplomates américains, avec celui des Français de Guantanamo.

Alors qu'il s'apprête à rejoindre le ministère de la Défense, en mars 2006, le juge Ricard souligne l'importance de l'ancienneté dans l'antiterrorisme. Le système français a ses pesanteurs. Ce n'est qu'après cinq ans à la galerie Saint-Eloi "que les agences de renseignement [françaises] l'ont autorisé à voir l'éventail complet de leurs données brutes, rapporte l'ambassade le 30 mars. De tous les juges antiterroristes (...), seuls lui et Bruguière ont cette possibilité", dit Ricard.

M. Ricard a confié à l'époque à ses interlocuteurs américains que son illustre collègue recherchait "un poste dans une future administration Sarkozy", comme ministre ou vice-ministre de l'Intérieur. Pas du tout, dira le juge Bruguière aux Américains en janvier 2007: c'est le poste de ministre de la Justice qui le tente. Sa défaite, six mois plus tard, aux élections législatives portera un coup fatal à cette ambition politique. Heureusement, les Américains ont exprimé leur reconnaissance: fin 2007, M. Bruguière a été désigné «éminente personnalité européenne» par les Etats-Unis et l'UE, chargée de vérifier l'utilisation du réseau de transfert interbancaire Swift dans le programme américain de traque du financement du terrorisme (TFTP). Le rapport de l'ancien juge a été positif.



ce originaire du Maghreb, disposant d'un vaste maillage policier sur le territoire et d'une législation particulière, qui offre aux magistrats spécialisés une latitude unique en Europe.

Les particularités du système français

La France est louée pour sa sensibilité à la menace terroriste islamiste, qui a déjà endeuillé le pays en 1995. Avec un soupçon d'envie, l'ambassade à Paris note en décembre 2004 qu'il n'existe pas de réelle "supervision législative des agences de sécurité et de renseignement". Il a fallu attendre la fin 2007 pour que soit constituée

le-ci demande de simples soupçons, et non des preuves formelles, pour incriminer un individu. En France, "les critères de preuve pour conspiration terroriste sont bien plus faibles que ceux dans les autres affaires criminelles", résume la note.

Le 9 mai 2005, l'ambassade narre une rencontre avec le juge Jean-François Ricard. Celui-ci explique que les magistrats tels que lui, spécialisés dans l'antiterrorisme, bénéficient du "bénéfice du doute". Il prend comme exemple le dossier Djamel Beghal, condamné quelques semaines plus tôt pour un projet d'attentat contre

Comment franchir la ligne rouge de la souveraineté



"Subirantotasunaren aldeko prozesurako estrategi bateratuan egin dezakegun ekarria beti abiatuko da LABekin lortzen dugun aliantza estrategikotik, euskal sindikatuok baizik ez baititugu defendatuko Euskal Herriko langileen eskubide eta bizi baldintzak."

Les événements qui se sont déroulés la première fin de semaine de décembre dans les aéroports de l'Etat espagnol sont très intéressants. La majorité des contrôleurs aériens a décidé de cesser toute activité mettant en avant des problèmes de santé du personnel. Ainsi, la plupart des aéroports n'a pu faire atterrir ou décoller les avions. Compte tenu du fait que c'était lors d'un long week-end, un grand nombre de voyageurs c'est accumulé dans les aéroports en créant ainsi une énorme confusion.

Je ne dis pas que ces événements ont été intéressants car de nombreuses personnes se sont retrouvées immobilisées et en colère dans les aéroports.

Non, ce qui est intéressant dans ces événements, c'est qu'ils ont permis de montrer clairement les décisions que le Gouvernement est capable de prendre face à des situations d'urgence de ce type.

Arguant du fait que l'attitude des contrôleurs aériens enfreignait le droit fondamental de se déplacer qu'ont les citoyens, le Gouvernement espagnol a déclaré l'état d'alerte pour la première fois depuis l'approbation de la constitution en 1978.

Alarma egoeraren ondorioak

Après avoir jugé l'attitude des contrôleurs aériens "irresponsable", le Gouvernement a mis ces derniers sous la responsabilité des militaires. Le Vice-Président du Gouvernement espagnol Alfredo Perez Rubalcaba a dit qu'ils étaient de ce fait "mobilisés": "S'ils ne se présentent pas à leur poste de travail, nous pourrons les accuser du délit de désobéissance du Code pénal militaire". Cela signifie la possibilité d'avoir une peine allant jusqu'à 6 ans de prison. Lors des tours de travail de l'après-midi, à 16h00, les contrôleurs sont retournés au travail, et petit à petit le trafic aérien s'est remis en marche.

Gizarte kontzientziatu, mobilizatu eta militantea landu

Il est très clairement apparu que l'Etat a des lignes rouges, et que si ces lignes sont franchies, le Gouvernement est prêt à prendre les mesures les plus spéciales et les plus dures.

Si nous voulons un jour franchir la ligne rouge de la souveraineté, nous devons préparer une société conscientisée, mobilisée et militante à faire face à un état d'exception. Il n'y a pas d'autre voie.

Gizarte justu eta subiranoaren alde

Pour accéder à la souveraineté, de nombreux citoyens, convaincus que le projet pour lequel ils luttent en vaut vraiment la peine, devront être prêts à supporter de lourdes condamnations. Et cela ne s'obtient pas du jour au lendemain. Cela doit être travaillé : d'un côté en garantissant que la souveraineté améliorera la vie des citoyens (pour cela il est indispensable de promouvoir dans la voie de la souveraineté des politiques en faveur des travailleurs et des citoyens), et de l'autre, en prenant conscience du fait qu'ici, on nous fera aucun cadeau (c'est pour cela que les travailleurs et les citoyens doivent s'impliquer dans la lutte pour une société juste et souveraine).

Herritar asko jada sakrifikatzen dena

Ceci étant dit, je ne veux pas laisser entendre qu'aujourd'hui, le Pays Basque ne connaît pas une situation d'exception. Il y a des travailleurs, des patrons et politiciens qui sont menacés, des medias qu'on interdit, des partis politiques illégalisés, des listes de candidats aux élections annulées, des hommes et femmes politiques emprisonnés/es, des manifestations interdites, des détenu/es torturés/es, etc.



Unai Oñederra

Et il est indéniable aussi qu'il y a de nombreux citoyens qui se sacrifient, qui luttent et qui endurent pour cela les peines les plus effroyables. Ceci est une réalité de nos jours.

Mais personne ne sera surpris du fait que si je dis que nous souhaitons franchir la ligne rouge de la souveraineté, nous aurons besoin du soutien massif de nos concitoyens, et que les stratégies divisées menées jusqu'à maintenant ne nous ont apporté que l'échec.

Bi bide antzuak

Pour certains, nous croyions que la voie de défense du Statut d'Autonomie en Espagne permettait d'aboutir à la souveraineté. D'autres, par contre, qu'en échange de l'arrêt de la lutte armée, le droit à l'autodétermination serait obtenu. Les deux voies se sont avérées stériles. Et les années passant l'expérience montre que si nous voulons recouvrer notre souveraineté il nous est indispensable d'avoir l'attachement engagé et plein d'enthousiasme de la majorité des concitoyens. Et pour cela, nous devons développer une stratégie gagnante. Se mettre d'accord sur les dénominateurs communs que partis politiques, syndicats et acteurs sociaux qui sommes en faveur de l'auto-détermination partageons. Et tout en maintenant et respectant l'autonomie de chacun, démarrer une stratégie commune, avec ses étapes et résultats concrets.

En effet, il n'y a que les résultats concrets, vers un mode de vie plus digne, et obtenus par la lutte, qui permettent de motiver la population et de la rallier au projet. Nous devons être capable de faire en sorte que la compétition électorale qui est légitime, et la stratégie commune en faveur de la souveraineté soient compatibles. Elles ne sont pas contradictoires. Et on ne peut écarter ni parti ni syndicat en prenant pour motif les enjeux électoraux. Dans ce domaine, nous avons beaucoup à apprendre des partis constitutionnalistes espagnols. Le PSOE et le PP ne constitueront jamais un pôle commun pour les élections, mais pour protéger et renforcer la souveraineté espagnole, ils travaillent ensemble dans le domaine politique, idéologique et judiciaire.

Hauteskundeak eta instituzioak bitarteko izan daitezke subiranotasunaren bidean, baina ez helburu

Le processus ne pourra se limiter aux élites des partis politiques ni au fait de gagner les élections. Les élections et les institutions peuvent être des intermédiaires dans la voie de la souveraineté, mais pas un objectif. Même en obtenant la majorité dans les parlements de Navarre et de la Communauté Autonome Basque, sans un pays tout entier mobilisé nous ne pourrions faire face aux décisions du Gouvernement espagnol. Le Nouveau Statut de la Catalogne avait été approuvé par 92% de son parlement mais Madrid l'a invalidé. Ainsi, si nous voulons obtenir l'appui populaire, le processus doit être entièrement civil et démocratique. Notre combat doit chercher l'approbation populaire, en excluant toute forme de violence pour obtenir la légitimité éthique.

Les mobilisations doivent avoir l'acceptation et la complicité populaire comme objectif, sinon elles risquent de renforcer le gouvernement comme ce qui s'est passé dans le cas des contrôleurs aériens.

EHLGren eredu

La lutte en faveur d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara est un modèle du genre. Elle nous montre qu'un projet répondant aux attentes des citoyens et les luttes qui ont pour but d'améliorer les conditions de vie des citoyens ont le soutien et la participation populaire en leur faveur.

Ainsi, il nous semble indispensable que dans le propre processus souverainiste, la lutte pour une société plus juste ait une position centrale car c'est cette lutte qui va renforcer l'enthousiasme et l'animation des citoyens.

Et c'est exactement à ce niveau que se situe notre travail : l'apport principal qu'effectue ELA au processus souverainiste c'est celui de lutter pour les droits des concitoyens et pour un mode de vie digne. C'est la légitimité que nous donnent les travailleurs qui nous transforme dans l'instrument indispensable pour la défense de leurs besoins y compris dans le processus souverainiste. En effet, il n'est pas envisageable de franchir de ligne rouge sans travailleurs mobilisés et enthousiastes prêts à lutter et à défendre leurs droits.

Et, dans ce domaine, dans le processus stratégique commun en faveur de la souveraineté, notre apport partira toujours de l'alliance stratégique que nous avons avec LAB. En effet, seuls les syndicats basques défendons les droits et conditions de vie des travailleurs du Pays Basque.



Hego Euskal Herriko gehiengo sindikala greba orokorrean

Wikileaks

Olagarroa

Gobernuak kezkatu daude, Wikileaks guneak zabaltzen dituen eta zabalduko dituen informazioen inguruan. Informazio askatasunaren balentria handia izan da Wikileaks, eta hori errotik moztu nahi dute gobernuek. Hots, adierazpen askatasuna mugatu nahi dute, berriz ere. Internetek askatasun anitz eskaintzen du, eta informazioa libre zabaltzeko eskubidea bermatzen du. Baina kasu, informazio hori boteredunen kalterako baldin bada, ahal dituztenak oro eginen dituzte hori trabatzeko. Batetik, Wikileaksen sustatzaile Julian Assangeri bortxaketak leporatuz (nola sinetsiko dugu, jakinez Amerikako politikari batzuek Assange erailtzeko deia egin dutela? begi bistakoa da bortxaketen afera manipulazio hutsa dela), bestetik, internet bidezko ordainketa zerbitzu handienek Wikileaks-ari dirua emateko bideak hetsiz... Hori aski ez balitz, beste gisako filtrazioak ere zabaldu dira: baizik eta Wikileaks-en gibelean CIA dagoela, eta iritzia publiko ustezko sekretu handiekin dibertitu nahi dutela, sekretu handiagoak gordetzeko. Azken argudio horrekin Wikileaks-en sinesgarritasuna eta zilegitasuna kendu nahi dute.

Egia da Wikileaks-ek ez duela uste-kabeko gauza handirik erran. Atera diren informazioak ez dira harrigarriak. Baina estatuburuari deseroso zaizena da jendeak jakin dezan zer gogoeta egiten duten. Amerikarrek Berlusconi, Putin ez edo Sarkozy zer dioten jakiteak aipatu politikari horien eta Amerikako Estatu Batuen arteko harremanak kalte-tuko ditu? Sarkozy zer bait berririk jakin du? Ez da dudarik politikari handi horiek bazekitela amerikarrek zer pentsatzen zuten haiez, Wikileaks-en atera diren dokumentuetan idatzia zenaren berri bazuketea, gisa batez edo bestez. Baina, funtsean, arazoa da ez dutela nahi publiko zabalak jakin dezan zer gertatzen den politikari handien artean, zer komentatzen den enbaxadetan eta abar.

Agintariak eta estatuetak zerbitzuek badute jende xehea espiatzeko eskubidea, baina jende xeheak ez du espiatzaile horien berri jakiteko eskubiderik. Horretan dago auzia. Zorionez, internet tresna bikaina da, eta orain arte beti erdietsi du agintariak ezarri nahi lituzketen traben gainetik pasatzen.

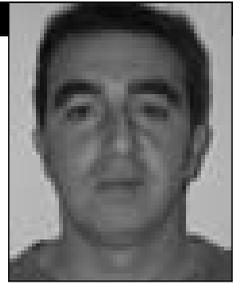
□

VINCENT PEREYRE

Militant de Bizi!

Communication non-violente

Etre efficace dans le dialogue, sans blesser l'autre



Je me suis intéressé à la communication non-violente suite à la lecture du livre Guérir de David Servan-Schreiber qui consacre un chapitre sur cette méthode.

J'ai donc acheté le livre de Rosenberg «*Les mots sont des fenêtres, ou bien des murs*». Et je l'ai lu, au moins 5 fois, et j'y suis revenu, et j'y reviens encore.

Jeune, le monsieur était plutôt bagarreur, adaptation sans doute à sa jeunesse dans la banlieue de Cleveland aux Etats-Unis.

Aujourd'hui il est appelé dans tous les coins chauds de la planète pour trouver des solutions, pour temporiser dans des conflits comme par exemple dans les territoires occupés en Palestine.

Chaque chapitre a son exercice corrigé

C'est une méthode, un processus comme il l'appelle qui pour moi est une nouvelle façon de parler et d'écouter l'autre, un apprentissage.

Le livre est constitué de chapitres et à la fin de chaque chapitre, que trouve-t-on ?

Des exercices et des corrections d'exercices. Et là, ce qui m'a surpris, c'est la manière dont c'est corrigé.

Par ma scolarité, je suis habitué au bien, faux, mal, passable, vous connaissez sûrement. Ici la correction se présente sous la forme «*si vous avez dit oui à la première question, eh bien je suis d'accord, si vous avez mis non à la deuxième question, je ne suis pas d'accord car je pense que...*».

Je suis d'accord, je ne suis pas d'accord

Voilà ce que l'on peut donc dire en communication non-violente, je suis d'accord, je ne suis pas d'accord. Bien sûr on pourra penser que c'est un peu simpliste, et j'ai choisi cet exemple pour cela.

Nous avons donc appris à l'école en étant jugé en permanence, évalué, comparé. Nous faisons de même avec nos collègues, nos enfants. Il est plus fort, moins intelligent. Et s'il y a quelque chose dont on cherchera à se débarrasser c'est la notion de jugement, de comparaison.

Rester dans les faits plutôt que dans le jugement

C'est d'ailleurs pourquoi, je ne suis pas d'accord avec le terme «*Banques toxiques*» de notre campagne Bizi!

Pour moi cela apparaît comme un jugement. C'est pourquoi je préfère dire banque qui finance le nucléaire, l'armement, le missile M51. Je reste dans les faits.

Pour moi, c'est plus efficace, toxique c'est flou, nucléaire, cela me parle, c'est factuel.

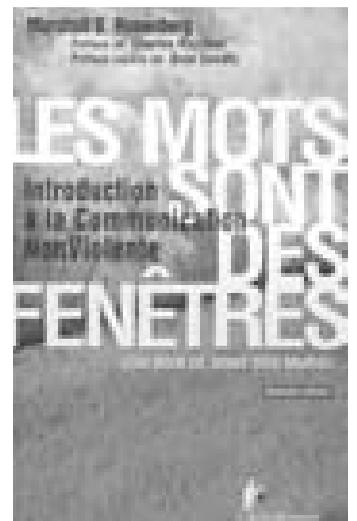
Autre exemple. C'est toujours moi qui fait la vaisselle. Réponse oh non vraiment tu exagères. Cette semaine j'ai fait 10 fois la vaisselle. C'est un fait, que peut on répondre à cela.

Changer son regard envers les autres

En lisant ce livre vous découvrirez sans doute que l'on peut être très efficace dans le dialogue, sans blesser l'autre, et que l'on développe une certaine compassion.

Pour finir, je pense que ce qui a changé en moi depuis que j'essaie d'utiliser cette nouvelle forme de communication, c'est mon regard aux autres, et si je ne juge plus l'autre, ce n'est pas parce que c'est mal, mais parce que je pense que la personne en face de moi fait comme moi, c'est à dire comme elle peut avec les moyens du bord.

□



Les mots sont des fenêtres
Auteur(s): Marshall B. Rosenberg
Ed. La découverte, 2005, (260 p. ; 16 €)

Améliorer votre visibilité sur le web

Le nom de domaine améliore votre référencement sur les moteurs de recherche

L'identité d'une association ne se limite plus aujourd'hui à son nom et son objet social. Déposer un nom de domaine pour votre site présente plusieurs avantages.

Posséder un nom de domaine vous permet d'avoir votre propre identité de type "www.gureelkartea.org" et de pouvoir la décliner à travers les adresses électroniques afférentes.

Sentiment d'appartenance

L'approche peut être basée sur la fonction (exemple : info@gureelkartea.org) ou sur le patronyme (piarres@gureelkartea.org) renforçant le sentiment d'appartenance à une communauté. Il donne également à l'externe (partenaires, donateurs, adhérents, presse...) une image plus "professionnelle" que si vos adresses étaient attachées, par exemple, au nom de votre fournisseur d'accès internet.

Un bon référencement

Le fait de disposer d'un nom de domaine vous garantit une indépendance plus grande vis-à-vis de toute solution de connexion ou d'hébergement. Il améliore votre référencement, ce qui est crucial si vous souhaitez que votre site soit vu et apparaisse notamment sur les moteurs de recherche. Vous pouvez d'ailleurs vous contenter du nom de votre association ou ajouter un ou deux mots-clés qui vont qualifier votre activité, ce qui facilitera, là encore, le référencement. Quelques précautions devront cependant être respectées (vérifier auprès de l'INPI que le choix ne porte pas atteinte au détenteur d'une marque déposée antérieurement). En tout état de cause, prenez bien votre temps avant de choisir votre nom de domaine car vous allez capitaliser sur lui pendant des années.

Attention à la propriété

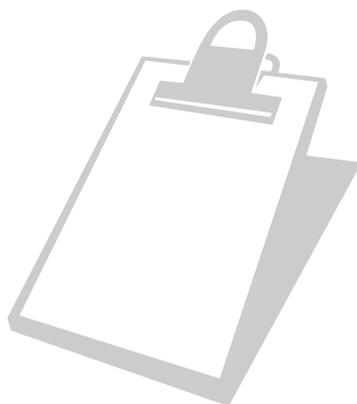
Déposer un nom de domaine, c'est en louer l'utilisation pour une durée plus ou moins longue auprès d'un organisme habilité pour ce faire : le registrar. Afin d'éviter les problèmes de propriété si cela venait à tourner mal entre membres de l'association, il est recommandé que ce soit le représentant légal qui réserve le nom de domaine en payant avec les moyens de l'association et en indiquant que la réservation est bien faite au nom de cette dernière.

.org

Parmi les extensions gérées par l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) selon la fameuse règle "premier arrivé, premier servi", le ".org". pour "organisation" est celle qui correspond le mieux aux associations www.icann.org



L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Week-end de formation pour adhérents et sympathisants de Bizi!



Encore en 2010 : toujours plus chaud la Planète !

Le changement climatique : comprendre et réagir.

Week-end de formation proposé par BIZI! les 17, 18 et 19 décembre 2010 à Hélette.

Qu'est ce que l'effet de serre ? Que sont les gaz à effets de serre ? Qu'est ce que le GIEC ?

Le réchauffement climatique se ressent-il dès maintenant ? Pourquoi est-ce si grave ?

En quoi suis-je responsable ? Quelles sont les bonnes et les fausses solutions ?

Quelle est mon impact carbone ? Que faire pour lutter efficacement contre le réchauffement ?

La fin du pétrole pas cher et les bouleversements qu'elle va entraîner sur nos sociétés.

Repas et hébergement possibles sur place – Formation gratuite

Renseignements et inscriptions :

- au 05 59 25 65 52

- ou à bizimugi@orange.fr



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Age diplomatique d'Internet

du site internet WikiLeaks dévoile 251.287 télégrammes confidentiels adressés par les Ambassades
 tient l'essentiel de ces révélations après filtrage de 120 journalistes protégeant les identités

l'administration américaine de juges français de la cellule antiterroriste menant la danse répressive
 WikiLeaks qui l'a tant humilié. Après avoir mené une vie semi-clandestine durant des semaines,
 é par la Suède où il est soupçonné d'agressions sexuelles, comme Al Capone fut arrêté pour délit
 l'une caution, devant être acquittée par diverses personnalités culturelles.



France-Rwanda: l'enquête Bruguière était suivie de près à l'Elysée

Le juge antiterroriste a raconté aux Américains avoir «coordonné» avec le pouvoir l'émission de mandats d'arrêt contre les dirigeants de Kigali.

EN France, la justice est-elle indépendante de la diplomatie? En révélant une face cachée de l'enquête rwandaise du juge d'instruction français Jean-Louis Bruguière, les "mémos" américains rendus publics par WikiLeaks et révélés par *Le Monde*, apportent une réponse nuancée à cette question.

Juste avant de quitter la magistrature, le juge antiterroriste avait une dernière fois défrayé la chronique en délivrant, en novembre 2006, neuf mandats d'arrêt internationaux visant de hauts responsables rwandais. Les autorités en place à Kigali étaient ainsi désignées comme les responsables de l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président rwandais Habyarimana, qui a donné le signal du génocide des Tutsi. En réponse, le Rwanda a rompu immédiatement ses relations diplomatiques avec la France.

Depuis lors, l'indépendance de la justice a régulièrement été mise en avant par les diplomates français pour nier toute responsabilité dans cette mise en accusation de personnalités rwandaises.

Les confidences faites par Jean-Louis Bruguière à l'ambassade des Etats-Unis, à Paris, reflètent une réalité plus complexe. Classé "secret", un télégramme du 26 janvier 2007 — date située entre la rupture des relations franco-rwandaises et l'élection de Nicolas Sarkozy — rapporte les propos de M. Bruguière.

"Il [nous] a déclaré, indiquent les diplomates américains, qu'il avait présenté sa décision [de délivrer des mandats d'arrêt visant des dirigeants rwandais] à des responsables français y compris au Président Chirac, comme relevant de sa décision de magistrat indépendant, mais a choisi de les consulter parce qu'il était convaincu du besoin de coordonner son calendrier avec le gouvernement".

Le juge a ajouté qu'"il n'a] pas été surpris par la réaction officielle du Rwanda" et que "le

gouvernement français était préparé à ce qui était attendu comme une réponse violente contre les ressortissants français". Le juge annonce alors aux Américains qu'il va briguer un mandat de député (il sera candidat malheureux aux législatives de 2007).

"En passant, Bruguière a mentionné que le poste de ministre de la Justice serait son premier choix [après l'élection de Nicolas Sarkozy]", précisent les diplomates américains. A propos du dossier rwandais, le "mémo" croit entrevoir des arrières-pensées chez le juge: "Bruguière a présenté son dossier d'une façon très professionnelle, mais il n'a pas caché son désir personnel de voir le gouvernement de Kagamé isolé. Il a averti que le resserrement des liens des Etats-Unis avec le Rwanda serait une erreur".

Représailles rwandaises

D'autres confidences, faites à la même époque par un haut diplomate français, apportent un éclairage encore plus cru. Ce responsable du Quai d'Orsay "a confié que le gouvernement français avait donné à Bruguière le feu vert pour rendre son rapport [les mandats d'arrêt] [et] que la France avait voulu riposter à la décision du Rwanda de mener une enquête sur l'implication de la France dans le génocide de 1994 et ses conséquences". Selon ce diplomate, le gouvernement français "a fait un mauvais calcul en n'anticipant pas les lourdes mesures que le Rwanda prendrait en représailles".

(...) A quelle conclusion aboutira l'enquête sur l'attentat de 1994? Les Américains ne sont "pas certains que le juge [Trévidic, successeur du juge Bruguière]" mène l'enquête d'une autre façon et annule les mandats d'arrêt, "étant donnée l'indépendance revendiquée par la justice française".

Critiques contre la France

Malgré la qualité des échanges opérationnels, les Américains n'ont pas perdu leur sens critique. Le 17 mars 2005, dans un long télégramme, l'ambassade à Paris émet une réserve sur les positions françaises. "La France semble souvent réagir différemment au terrorisme et à l'islam radical en fonction de la distance qui l'en sépare. Sur son territoire, le gouvernement français réagit proactivement, avec vitesse et fermeté. Ailleurs dans le monde, c'est bien plus équivoque. Les considérations politiques et diplomatiques pèsent un poids considérable". L'illustration en serait "l'intransigeance française dans l'UE sur le Hezbollah", Paris refusant de considérer le parti chiite libanais comme une organisation terroriste pour préserver la stabilité du Liban.

Deuxième réserve de taille, exprimée dans une note du 17 août 2005: la question des minorités, un sujet très sensible aux Etats-Unis. La France "doit veiller à accorder une place aux musulmans dans l'identité française (qu'ils soient des immigrés de la première génération, leurs enfants de la seconde ou de la troisième génération, ou un nombre croissant de convertis)". Les diplomates soulignent deux préoccupations: le poids des convertis et la situation dans les prisons, haut lieu du prosélytisme radical. Selon une estimation avancée par les diplomates, 50% des détenus seraient musulmans.

Piotr Smolar,
 paru dans *Le Monde*
 du mercredi 1^{er} décembre 2010

Philippe Bernard,
 paru dans *Le Monde*
 du samedi 11 décembre 2010



WikiLeaks, le grand débalage diplomatique

J. M. Aznar, en mentant effrontement sur l'identité des responsables de l'attentat de la gare de Madrid qu'il voulait attribuer à ETA, a perdu les élections et donc le pouvoir. WikiLeaks révèle les illusions américaines sur le retrait des troupes espagnoles en Irak annoncé par le nouveau chef du gouvernement, J. L. Rodriguez Zapatero. Cela éclaire un pan de l'histoire basque.

Les Etats-Unis ont espéré que M. Zapatero ne retirerait pas les soldats espagnols d'Irak

Après avoir écarté la possibilité d'une victoire des socialistes aux élections de 2004, la diplomatie américaine a cru jusqu'au bout à un revirement.

LE 18 avril 2004, José Luis Rodriguez Zapatero, investi deux jours auparavant président du gouvernement espagnol, annonce le retrait d'Irak du contingent militaire envoyé par son prédécesseur, le conservateur José Maria Aznar. Les câbles diplomatiques de l'ambassade américaine de Madrid, obtenus par WikiLeaks et révélés par *Le Monde*, confirment que cette décision, très inopportune pour l'administration Bush, a pris totalement au dépourvu la diplomatie américaine.

Bien sûr, l'ambassade américaine a dûment averti Washington, pendant la campagne qui a précédé les élections législatives du 14 mars, des intentions du chef de file des socialistes en cas de victoire du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) au Congrès des députés. M. Zapatero retirerait les mille trois cents soldats espagnols stationnés en Irak si, entre-temps, les Nations unies ne se voyaient pas confier un rôle dans la situation politique et militaire dans le pays. Dans un premier temps, cette perspective ne préoccupe pas outre mesure les diplomates en poste dans la capitale espagnole, car ils ne croient pas aux chances de victoire de M. Zapatero. Un mois avant le scrutin, le 13 février, l'ambassadeur américain, George Argyros, décrit un chef de file socialiste qui ne perd pas une occasion de qualifier la guerre d'Irak d'*"immorale et illégale"* et cherche un nouveau souffle en *"exploitant la controverse sur les armes de destruction massive en Irak et en critiquant Aznar, pour s'être joint à la coalition en Irak"*. Mais, aux yeux des Américains, *"Zapatero n'a pas été en mesure de transformer l'opposition populaire à la politique d'Aznar en Irak [qui a conduit des millions d'Espagnols dans les rues en février et mars 2003] en soutien à sa candidature"*. A moins d'une semaine du scrutin, le 5 mars, l'ambassade estime encore que les conservateurs du Parti populaire sont en tête et que le scrutin ne se jouera pas sur l'Irak mais sur l'ETA,

"les tendances sécessionnistes au Pays Basque et en Catalogne et l'économie".

Le 15 mars, le lendemain de la victoire socialiste, l'ambassadeur ne peut que le constater: les attentats terroristes qui font 191 morts dans plusieurs trains de la banlieue de Madrid, le 11 mars, et que le gouvernement de José Maria Aznar tente, pendant deux jours, d'attribuer à l'organisation séparatiste basque ETA *"ont changé tous les calculs"*.

La diplomatie américaine a-t-elle cru que M. Zapatero mettrait en œuvre sa promesse de campagne? Washington élabore en catastrophe une stratégie à l'égard du nouveau chef de l'exécutif espagnol. Dans une note du 18 mars, l'ambassadeur George Argyros le décrit comme *"un partenaire inexpérimenté mais probablement maniable"*. Il relève son manque d'expérience internationale et estime qu'il incarne une gauche au mieux sceptique à l'égard des Etats-Unis, au pire anti-américaine.

Le diplomate juge que la victoire a constitué une surprise aussi pour les socialistes et que M. Zapatero a fait un certain nombre de déclarations *"qui auraient été différentes s'il avait pensé qu'il avait une chance réelle"* de l'emporter. Il calcule que le nouveau pouvoir, composé en grande partie de politiques néophytes, a besoin d'une période d'adaptation avant de prendre la mesure des réalités. Il croit d'ailleurs percevoir une *"marge de manœuvre"* dans les premières déclarations de la nouvelle majorité sur l'Irak.

"Si d'ici mai, nous commençons à négocier une résolution et si la France et l'Allemagne s'y rallient, Zapatero pourrait accepter de laisser les troupes en Irak", écrit-il. En outre, ajoute le diplomate, M. Zapatero devra combattre le sentiment qu'il a été *"élu par Al-Qaida"* (les attentats du 11 mars ont été commis par une cellule djihadiste) et *"calibrer ses décisions pour éviter l'impression que les terroristes peuvent influencer sa*

politique étrangère".

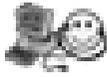
Le 30 mars, l'ambassadeur rapporte au département d'Etat qu'au sujet de l'Irak, et à la demande de M. Zapatero, José Bono, le futur ministre de la Défense espagnol, souhaite s'entretenir directement avec Donald Rumsfeld, le secrétaire américain à la défense, sans dévoiler ses intentions au préalable. Dans une note du 7 avril, les diplomates de l'ambassade jugent encore qu'il existe une possibilité pour que M. Zapatero renonce à retirer le contingent espagnol d'Irak dans le cas d'une nouvelle résolution au Conseil de sécurité de l'ONU, mais ils relèvent que quelques-uns des hommes de confiance de M. Zapatero au sein du PSOE sont nettement plus réservés.

Onze jours plus tard, sans attendre d'éventuelles initiatives aux Nations Unies, M. Zapatero annonce le retrait des troupes espagnoles d'Irak. Cette décision pèsera longtemps sur ses relations avec l'administration de George Bush.

Cécile Chambraud,
paru dans *Le Monde*
du mercredi 8 décembre 2011

Une banque américaine serait la prochaine cible

LE fondateur du site WikiLeaks, spécialisé dans la divulgation de documents confidentiels, promet de publier en janvier des dizaines de milliers de documents internes d'une grande banque américaine, a rapporté le site du magazine *Forbes* lundi 29 novembre. Interrogé, Julian Assange refuse de donner le nom de cet établissement, toujours en activité, mais dit s'attendre à ce que cette divulgation conduise à des enquêtes. *"Nous avons du matériel relatif à une banque, c'est une "méga fuite". Ce sont des dizaines ou des centaines de milliers de documents, selon la manière dont vous les définissez"*, a expliqué Julian Assange.



que d'Internet

Non, non à la LGV

Repères WikiLeaks

Création

WikiLeaks a été créé fin 2006 par Julian Assange, un Australien qui se définit à la fois comme "militant des droits de l'homme, journaliste et programmeur informatique". Julian Assange a réussi à rassembler autour de lui une petite armée de militants bénévoles éparpillés dans plusieurs pays (surtout des informaticiens et des journalistes), qui l'ont aidé à mettre en place un réseau international de serveurs anonymes et sécurisés, capable de déjouer les tentatives d'intrusion et de surveillance.

Objectif

Le site s'est donné pour mission de publier des documents secrets dévoilant des crimes ou des affaires de corruption. WikiLeaks ne recherche pas lui-même de documents.

Révélations

Depuis 2007, WikiLeaks a dévoilé des milliers de crimes et de scandales dans de nombreux pays. Il est devenu célèbre en avril 2010 avec la diffusion d'une vidéo, tournée à Bagdad, montrant un hélicoptère américain massacrer des civils à la mitrailleuse. En juillet, il a publié 77.000 documents confidentiels rédigés par des officiers américains en Afghanistan et, en octobre, 400.000 autres documents militaires américains sur la guerre en Irak. Depuis, les Etats-Unis considèrent Julian Assange comme un ennemi.

Sonneur d'alarme

Un whistleblower (sonneur d'alarme) est une personne qui veut dénoncer des actes illégaux ou immoraux commis par son patron, son supérieur hiérarchique, ou par un responsable politique ou administratif, et qui possède des documents prouvant ses accusations, mais qui souhaite rester anonyme par peur des représailles.

Les télégrammes diplomatiques

Le dossier contient 251.287 télégrammes diplomatiques du département d'Etat américain. Les télégrammes sont classifiés "Secret" (16.652 mémos), "Confidentiel", ou sont "Non classifié" (aucun mémo n'est "Top secret", le plus haut degré de classification aux Etats-Unis). 90% des câbles concernent les années 2004-2010.

L'accord entre les cinq journaux et WikiLeaks

Cinq journaux (*Le Monde*, *The New York Times*, *The Guardian*, *Der Spiegel* et *El País*) ont reçu de WikiLeaks la totalité des télégrammes américains. Plus de 120 journalistes ont lu et analysé les mémos. Les journaux décident au fur et à mesure de la publication de leurs articles, de la sélection de mémos publiés par leurs cinq sites Internet et par WikiLeaks. Les cinq journaux éditent ensemble les mémos destinés à être publiés afin de protéger les identités des individus qui pourraient être menacés. WikiLeaks s'est engagé à ne publier les câbles qui ne seront pas utilisés par les cinq journaux qu'ultérieurement, une fois toutes les identités protégées par ses soins.



Troisième manifestation de masse contre la LGV en Pays Basque, samedi 11 décembre à Bayonne. Le monde paysan y a ajouté sa marque avec 130 tracteurs au cœur du défilé.

preso

● **Du rififi pour Aurore.** La possible extradition vers l'Espagne d'Aurore Martin a motivé vendredi soir 10 décembre à St-Jean-de-Luz le rassemblement de plusieurs dizaines de personnes, avec cris et banderoles contre le Mandat d'arrêt européen (MAE). Nombreuses étaient les forces de l'ordre, dont des CRS en tenue de combat, tant pour contenir les manifestants devant la mairie que pour protéger la ministre Alliot-Marie venue se joindre au conseil municipal. Une échauffourée de quelques minutes s'en est suivie. Une manifestante, blessée, a été conduite aux urgences. Une autre a été interpellée et placée en garde à vue. Elle sera convoquée devant le tribunal pour "rébellion" aux agents de la force publique. Le conseil municipal luzien s'est tenu sous le regard puis la pression d'une dizaine de militants, manifestant bruyamment leur rejet du MAE. Le maire Peyuco Duhart a refusé une motion des abertzale en soutien à Aurore Martin. Au matin de ce 10 décembre, les élus Daniel Poulou et Lucien Delgue, non-signataires de la pétition pour Aurore Martin, avaient été interpellés chez eux par des militants.

● **L'Europe valide l'Espagne.** La législation spéciale dite "Loi des Partis", votée il y a sept ans en Espagne pour interdire les partis politiques ne condamnant pas expressément la violence, a été une fois de plus validée le 7 décembre par la Cour européenne des droits de l'homme. La juridiction siégeant à Strasbourg a confirmé l'annulation en 2007 des 133 listes municipales présentées par l'ANV. Le vieux parti républicain avait à l'occasion hébergé les candidats de la gauche issus de Batasuna interdit. Les juges européens, à l'exception notable de deux d'entre eux, y ont vu une entorse à la démocratie espagnole.

● **Répît pour Otegi.** Poursuivi pour "apologie du terrorisme", les ex-leaders de Batasuna Arnaldo Otegi, Joseba Alvarez et Joseba Permach ont été acquittés le 9 décembre par l'Audiencia nacional. Les juges ont estimé qu'ils n'étaient pas les organisateurs du meeting du 14 novembre 2004 à Anoeta, au cours duquel des slogans pro-ETA avaient été proférés, avec apparition de militants cagoules. Pour cause de deux autres affaires, Otegi reste emprisonné.



Euskaltzaindia (II)

● Jean Haritschelhar

AVEC L'élection de Jean Baptiste Coyos à l'Académie de la langue basque, celle-ci est désormais composée de 30 académiciens, parmi lesquels six émérites et vingt quatre titulaires. En l'espace de 91 ans d'existence le nombre d'académiciens est donc passé de 12 à 30. Quand, en 1918-1919 naît Euskaltzaindia, il convient de rappeler qu'il n'y a pas d'université au Pays Basque en dehors de celle des Jésuites à Deusto, laquelle est essentiellement tournée vers le droit et le commerce et se préoccupe fort peu de la langue basque. Il est évident que, à cette époque, le savoir est entre les mains du clergé et d'une partie de la bourgeoisie qui a fait des études universitaires. C'est ainsi que parmi les douze premiers académiciens figurent sept prêtres et cinq laïcs qui, même s'ils ont pensé œuvrer pour une langue littéraire commune et l'établissement d'un Atlas linguistique, ne sont pas parvenus à leur fins.

Ce n'est que pour célébrer les noces d'or d'Euskaltzaindia qu'est décidée l'organisation d'un Congrès dont le thème central porte sur la nécessité de créer la langue commune, le basque standard ou "euskarra batua", congrès qui se tiendra à Aranzazu, ce haut lieu de la résistance culturelle basque, comme l'était Montserrat pour la Catalogne. Désormais la machine est en marche, l'Académie se structure sur le plan

de la recherche autour de cinq grandes commissions dont les travaux porteront leurs fruits quelques dizaines d'années plus tard.

Un événement d'une grande importance va se produire en 1975, le 20 novembre très exactement: le décès de Francisco Franco le caudillo. En effet, trois mois plus tard jour pour jour, le 20 février 1976, le gouvernement espagnol se réunit à Barcelone et officialise "l'Institut d'estudes catalans", l'Académie gallicienne et Euskaltzaindia qui devient, par décret royal du 26 février 1976, "Real Academia de la lengua vasca". Evènement remarquable que celui qui reconnaît les institutions des trois langues minoritaires de la péninsule, langues méprisées pendant toute la période franquiste et qui place ces institutions sous la tutelle de l'Etat comme l'est l'Académie de la langue espagnole et les autres Académies de l'Institut d'Espagne. Trois mois après le décès du Caudillo, c'est bien l'amorce d'une nouvelle politique linguistique qui sera confirmée dans la Constitution en son article 3 qui officialise sur leur territoire le catalan, le galicien et le basque. Une ère nouvelle s'annonce.

Alors que Hegoalde vit sous la botte franquiste, les prémisses d'une évolution en faveur des langues régionales se manifestent en France par la création d'une chaire de langue basque à l'Université de Bor-

“ Désormais la machine est en marche, l'Académie se structure sur le plan de la recherche autour de cinq grandes commissions dont les travaux porteront leurs fruits dans quelques dizaines d'années.”

deaux en 1948, le vote de la loi Deixonne en 1951, la création d'une maîtrise de conférences à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour en 1967.

Bouleversement en Hegoalde par la création de l'Université du Pays Basque dans ses trois campus de Donostia, Bilbao et Gasteiz, de deux universités en Navarre et une à Mondragón. Bayonne devenant en Iparralde le haut lieu des études basques avec tous les diplômes et concours officiels et le Centre de recherches "Iker".

A son tour, Euskaltzaindia témoigne de cette évolution. En effet, sur les 30 académiciens, 2 sont des prêtres et, parmi les 28 laïcs figurent 5 femmes, la première, Miren Azkarate, ayant été élue en 1992. Si en 1919 les prêtres étaient en majorité désormais le sont les universitaires, qu'ils soient en exercice ou à la retraite, au nombre de 19 docteurs issus des universités de Bordeaux, de Pau, de Navarre, de Deusto et de l'Université du Pays-Basque ainsi que du CNRS. En 60 ans, le Pays-Basque, dans son ensemble a effectué une mutation extraordinaire.

Sur votre agenda

Abendoa:

● **Vendredi 17, 18 h, BAIONA** (librairie Elkar). Discussion autour du livre de Gaby Etchebarne "Un Pays Basque singulier et pluriel".

● **Samedi 18, 15 h, BAIONA** (Mail Chaho Pelletier). Olentzero à Bayonne.

● **Samedi 18, à partir de 15h, HAZPARNE** (dans les rues de la ville et à la Médiathèque). Olentzero à Hasparren organisé par le centre culturel Eihartzea à l'occasion du marché de Noël.

● **Dimanche 19, 11h30, BAIONA** (Musée Basque). "Jentilak eta ikazkina", conte dédié à Olentzero de et par Koldo Amestoy.

● **Dimanche 19, 18h, BIARRITZE** (Eglise Ste Eugénie). Concert de Noël du chœur d'hommes Oldarra. Entrée libre.

● **Mercredi 22, à partir de 20h30, SAINT-MICHEL** (restaurant Xoko Goxoa). "Iratiko sekretuak, les secrets d'Iraty", 5 petits films traitant de l'histoire sociale et culturelle du massif d'Iraty, organisé par Kanaldude.



Idée de cadeau
pour un ami...

un abonnement

à Enbata

12 pages pour

être à la page

Abonnement

à retourner à Enbata avec un chèque de 60 €

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
Le Campement d'Agdim Izik par David Lannes 3
WikiLeaks, le grand débalage diplomatique d'Internet 4, 9, 10 et 11
- **CAHIER N°2 «ALDA»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr